

Bordereau attestant l'exactitude des informations - PARIS - 7501 - Actes des sociétés (A) - Dépôt
le 08/11/2024 - 149334 - 1985 B 13251 - 334 028 123 - Predica Prevoyance Dialogue du Credit
Agricole

Hercheureau

PREDICA
PREVOYANCE DIALOGUE DU CREDIT AGRICOLE
Société anonyme régie par le Code des Assurances
Au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 Euros
Siège social : 16-18 boulevard de Vaugirard – 75015 PARIS
R.C.S. : 334 028 123 PARIS

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 11 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le onze octobre, à quatorze heures quinze, les actionnaires de la société PREDICA, société anonyme au capital de 1 029 934 935 euros, dont le siège social est à Paris (15^{ème}) -- 16-18 boulevard de Vaugirard -- 334.028.123 R.C.S Paris, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire dans les locaux de Crédit Agricole Assurances, au 16/18 boulevard de Vaugirard à Paris 15^{ème} sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée, tant en son nom personnel que comme mandataire. A cette feuille ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires. Il n'a été enregistré aucun vote par correspondance.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de M. José SANTUCCI, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Nicolas DENIS, Représentant légal de CREDIT AGRICOLE ASSURANCES, seul actionnaire acceptant cette fonction, est désigné comme scrutateur.

M. Bruno MOATTI, Secrétaire Général, est désigné comme Secrétaire par le bureau ainsi constitué.

Le cabinet Mazars et le cabinet Deloitte, Commissaires aux comptes de la Société, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le bureau qui constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble 68 662 328 actions sur les 68 662 329 actions composant la totalité du capital social.

Le Président constate que l'Assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer sur les questions figurant à son ordre du jour.

Le Président dépose alors sur le bureau et met à la disposition des actionnaires les documents suivants :

- la copie des lettres de convocation des actionnaires, ainsi que des lettres de convocation des Commissaires aux comptes;
- la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés, la liste des actionnaires ;
- la copie des documents pouvant être adressés aux actionnaires sur leur demande ou devant être mis à leur disposition avant l'Assemblée ;
- le projet des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée ;
- un exemplaire des statuts.

Le Président déclare que tous les documents légaux ont été tenus à la disposition des actionnaires depuis la convocation de l'Assemblée dans les conditions requises. L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président ouvre ensuite la séance, et invite l'Assemblée à passer à l'examen de son ordre du jour :

Assemblée générale extraordinaire :

- Modification des statuts en son article 16-1-3 alinéa 5

Assemblée générale ordinaire :

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales

Le Président ouvre alors la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Assemblée Générale Extraordinaire

1^{ère} résolution : Comptes sociaux

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées extraordinaires, modifie l'article 16-1-3 alinéa 5 des statuts comme suit :

« Nul ne peut être nommé Directeur général ou Directeur général délégué s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si un directeur général ou Directeur général délégué en fonction vient à atteindre cet âge, il sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui suit cette date anniversaire. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Assemblée Générale Ordinaire

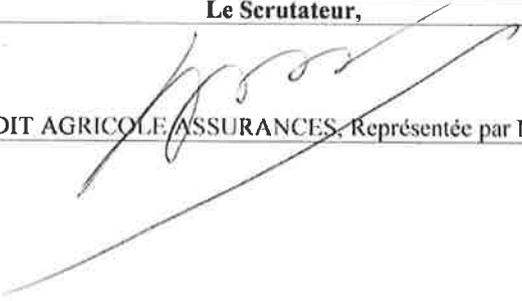
2^{ème} résolution : ***Pouvoirs pour les formalités légales***

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées ordinaires donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée.

T 0 75 8 288

<p>Le Président,</p>  <p>J. SANTUCCI</p>	<p>Le Secrétaire,</p>  <p>B. MOATTI</p>
<p>Le Scrutateur,</p>  <p>CREDIT AGRICOLE ASSURANCES, Représentée par N. DENIS</p>	

STATUTS

PREDICA

PREVOYANCE DIALOGUE DU CREDIT AGRICOLE

Société Anonyme au capital de 1 029 934 935 euros entièrement libéré

Entreprise régie par le Code des assurances

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

sous le numéro 334 028 123

Siège Social : 16/18 boulevard de Vaugirard 75015 PARIS

VERSION OCTOBRE 2024

Copie certifiée conforme

Le 5 novembre 2024

Isabelle PERCHEREAU



Directrice Juridique

SOMMAIRE

Article 1. Forme de la Société

Article 2. Objet social

Article 3. Dénomination

Article 4. Siège social

Article 5. Durée

Article 6. Capital social

Article 7. Forme des actions

Article 8. Modification du capital social

Article 9. Transmission des actions

Article 10. Droits attachés à chaque action

Article 11. Libération des actions

Article 12. Administration

Article 13. Délibérations du Conseil d'Administration

Article 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Article 15. Rémunération des administrateurs

Article 16-1. Présidence et Direction générale

Article 16-2. Conventions réglementées

Article 17. Assemblées des actionnaires

Article 18. Contrôle de la Société

Article 19. Année sociale, Comptes annuels, Bénéfices

Article 20. Liquidation de la Société

Article 21. Contestations

STATUTS DE PREDICA

Article 1 – Forme de la Société

Il existe entre les propriétaires des actions actuellement existantes et de celles qui pourront être créées ultérieurement, une société anonyme régie par toutes les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 – Objet social

La Société a pour objet de réaliser en France comme à l'étranger :

- toutes opérations d'assurance comportant des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine, toutes opérations de capitalisation, toutes opérations de prévoyance, toutes opérations d'assurance de personnes et plus généralement toutes opérations d'assurance autorisées par les lois et les règlements du pays d'exercice de l'activité, ceci tant directement, que par l'intermédiaire de tout établissement, succursale, filiale, agence, bureau, personne morale de toute nature et tout autre mode de représentation ou d'exercice d'activité.
- toutes opérations d'appel à l'épargne dans le but de réunir des sommes versées par les adhérents, soit en vue de les affecter à des comptes de dépôt portant intérêt, soit en vue de la capitalisation en commun, avec participation aux bénéfices d'autres sociétés, gérées ou administrées directement ou indirectement.
- toutes opérations de réassurance et de coassurance.
- toutes opérations de gestion pour compte d'autrui, ainsi que toutes les opérations que sont et seront autorisées à pratiquer les sociétés dont l'objet comprend tout ou partie des opérations définies aux alinéas précédents.
- toutes opérations connexes ou annexes, ainsi que toutes opérations mobilières, immobilières ou financières, apports en sociétés, souscriptions, achats ou ventes de toutes valeurs et de tous biens mobiliers ou immobiliers que ces opérations soient effectuées par elle-même ou par une filiale ou tout autre moyen qu'elle aura choisi et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

P R E D I C A
PREVOYANCE DIALOGUE DU CREDIT AGRICOLE
et par abréviation "PREDICA"

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à PARIS (75015), 16/18 boulevard de Vaugirard.

Il pourra être transféré en tout autre endroit par une simple décision du Conseil d'Administration qui pourra modifier en conséquence le texte du présent article des statuts, le tout, sous réserve de la ratification par la première Assemblée Générale Ordinaire qui suivra cette décision.

Il pourra être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Des agences, succursales, bureaux ou autres établissements secondaires pourront être créés, transférés ou supprimés sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 5 - Durée

La durée de la société expirera le 26 novembre 2084 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les actionnaires devront être consultés sur la prorogation éventuelle de la société un an au moins avant l'expiration de cette dernière.

Article 6 – Capital social

Le capital social, qui était à l'origine de 250 000 francs, a fait l'objet d'opérations ultérieures d'augmentation et d'une conversion en euros, en conséquence desquelles il se trouve fixé à la somme de 1 029 934 935 euros ; il est divisé en 68 662 329 actions de 15 euros chacune.

Sur décision de l'assemblée générale extraordinaire du 3 juin 2010, il a été procédé à la fusion absorption de la société IMEFA CENT VINGT QUATRE, société civile au capital de 36.663.300 euros, dont le siège social est 50-56, rue de la Procession à Paris 75015, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 434 770 426, contenant apport à titre de fusion par cette société de l'ensemble de ses biens, droits et obligations ; la société PREDICA détenant la totalité de parts sociales de la société absorbée, il n'a pas été procédé à l'échange d'actions de la société absorbante contre les parts sociales de la société absorbée et, par suite, à une augmentation du capital de la société PREDICA ; la valeur nette des apports effectués par la société IMEFA CENT VINGT QUATRE s'est élevée à 38.701.773,89 euros. »

Article 7 – Forme des actions

Les actions émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles feront l'objet d'une inscription en comptes individuels dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 8 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous modes ou manières autorisés par la loi.

Article 9 – Transmission des actions

I. Les titres inscrits se transmettent par virement de compte à compte, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la loi, et sous réserve, le cas échéant, des dispositions ci-après prévues.

II. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, ou au profit d'une personne nommée Administrateur, toute cession au profit d'un tiers non encore actionnaire portant sur la pleine propriété, la nue propriété ou l'usufruit d'actions, de droits de souscription ou d'attribution, doit être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions et suivant les modalités ci-après indiquées :

1 - En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénom, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une Société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le Conseil d'Administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des trois quarts des voix des Administrateurs présents ou représentés, le cédant, s'il est Administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2 - Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital, et ce, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil d'Administration avisera les actionnaires par lettre recommandée de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le Conseil d'Administration proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. S'il y a lieu, les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort - auquel il est procédé par le Conseil d'Administration, en présence des actionnaires acheteurs ou eux dûment appelés - à autant d'actionnaires acheteurs qu'il reste d'actions à attribuer.

3 - Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil d'Administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4 - Les actions peuvent être également achetées par la Société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil d'Administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le Conseil convoque une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6° ci-après.

5 - Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6 - Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le Conseil d'Administration notifie à l'actionnaire cédant, les nom, prénom, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7 - La Société adressera au cédant ou au souscripteur non agréé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les pièces nécessaires pour régulariser la mutation des actions et leur inscription en compte au nom des acquéreurs désignés par le Conseil.

A défaut, par les intéressés, de retourner ces pièces à la Société, dans les 15 jours de leur envoi, la mutation des actions au nom des bénéficiaires désignés par le Conseil d'Administration sera régularisée d'office, sur la signature du Président du Conseil d'Administration ou d'un Directeur Général et celle, s'il y a lieu, du bénéficiaire, sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis en sera donné à celui-ci dans les huit jours de la régularisation de l'inscription en compte des actions au nom de l'acquéreur, avec avertissement d'avoir à se présenter au siège social pour recevoir son prix, lequel ne sera pas productif d'intérêts.

A l'expiration d'un délai de six mois sans que le titulaire des actions ait effectué le retrait du prix lui revenant, la Société aura la faculté d'en verser le montant à la Caisse des Dépôts et Consignations et elle en sera alors déchargée valablement.

8 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en Société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9 - Dans le cas d'une augmentation de capital en numéraire, le Conseil d'Administration pourra décider, afin de faciliter les opérations que son droit d'agrément s'exercera non pas sur la cession de droits de souscription, mais sur la délivrance des actions nouvelles au souscripteur non actionnaire.

Le souscripteur non actionnaire n'aura pas à notifier de demande d'agrément ; celle-ci résultera implicitement de la réception par la société du bulletin de souscription. Il devra toutefois, le cas échéant, joindre à ce bulletin toutes pièces justificatives de l'acquisition par lui de droits de souscription.

Les délais impartis par la loi et les statuts pour l'exercice, par le Conseil d'Administration, de son droit d'agrément courront à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de refus d'agrément, les actions nouvelles souscrites par le tiers non agréé, devront être rachetées dans les conditions et délais sus indiqués, pour un prix égal à la valeur des actions nouvelles objet du rachat, fixée d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, par voie d'expertise dans les conditions prévues par la loi.

10 - En cas d'attribution d'actions de la présente Société, à la suite du partage d'une Société tierce possédant des actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la Société, dans les conditions fixées au 1° ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du Conseil d'Administration, dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la Société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° et 4° ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 5° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Article 10 – Droits attachés à chaque action

1 - Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente, compte tenu s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, libéré et non libéré, du montant nominal des actions, des droits des actions de catégories différentes ; notamment et sous ces réserves, toute action donne droit en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

2 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres provenant d'une opération telle que : regroupement ou division des actions, réduction du capital, augmentation de capital par incorporation de réserves, fusion, scission, apport partiel, etc..., donnant droit à un titre nouveau contre remise ou justification de la propriété de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs porteurs contre la société, les actionnaires ayant à faire leur affaire personnelle du groupement, du nombre des actions nécessaires ou des droits y attachés, de la cession ou de l'acquisition des actions ou des droits formant rompus.

Article 11- Libération des actions

Le montant non libéré des actions de numéraire est exigible dans les conditions arrêtées par le Conseil d'Administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social ou par lettre recommandée individuelle.

Tout retard dans le versement des sommes exigibles entraînera de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal jour pour jour, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcées prévues par la loi.

Article 12 – Administration

1 - La société est administrée par un conseil d'administration qui comporte trois membres au minimum et dix-huit membres au maximum, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ; toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

2 - La durée de leurs fonctions est de six années.

Le renouvellement des administrateurs élus par l'assemblée générale s'effectue de manière à favoriser, dans la mesure du possible, un échelonnement équilibré des dates d'expiration des mandats.

Les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenu dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Nul ne peut être nommé Administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'Administrateurs ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un Administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers susvisé est dépassée, l'Administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

3 - Si un ou plusieurs sièges d'Administrateurs deviennent vacants entre deux Assemblées Générales, par suite de décès ou démissions, le Conseil d'Administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par la loi.

Article 13 – Délibérations du Conseil d'Administration

1 - Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

La réunion a lieu au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les Administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

2 - Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs est nécessaire. Les Administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, pour l'adoption des décisions déterminées par le règlement intérieur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

3 - Les décisions relevant des attributions du conseil d'administration concernant les nominations d'administrateurs à titre provisoire, la mise en conformité des statuts avec les dispositions législatives et réglementaires, la convocation de l'assemblée générale et le transfert du siège social dans le même département peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs. Dans ce cas, la validité des décisions est subordonnée à la participation à la consultation écrite de la moitié au moins des membres du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres ayant participé à la consultation. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

4 - Le conseil d'administration peut, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

5 - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

La justification du nombre des Administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des Administrateurs présents, représentés ou absents.

6 - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformes, conformément à la loi.

7 - Peuvent également participer aux réunions du Conseil d'Administration, avec simple voix consultative, un ou plusieurs censeurs, nommés, renouvelés et remplacés par le Conseil d'Administration.

Article 14 – Pouvoirs du Conseil d'Administration

1 - Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans les limites de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

2 - Le conseil d'administration peut décider de la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Article 15 – Rémunération des administrateurs

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle peut allouer au Conseil d'Administration une somme fixe annuelle à titre de rémunération dont le montant est porté aux charges d'exploitation. Le Conseil répartit rémunération entre ses membres de la façon qu'il juge convenable.

Il peut également être alloué aux Administrateurs, par le Conseil d'Administration, des rémunérations exceptionnelles, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

Article 16-1 – Présidence et Direction générale

1 - Le conseil élit parmi ses membres un président qui doit être une personne physique. Nul ne peut être nommé président du conseil s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si le président en fonction vient à atteindre cet âge, il sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion de l'assemblée générale ordinaire.

Le conseil peut désigner un ou plusieurs vice-présidents, choisis parmi ses membres personnes physiques ou morales. Si la Vice-Présidence est confiée à un administrateur personne morale, celui-ci par l'entremise de son représentant légal doit l'accepter en indiquant qu'elle sera physiquement assurée par son représentant permanent. Un vice-président peut présider une séance du Conseil d'administration en cas d'absence ou empêchement du président. Le Conseil peut, en outre, désigner un secrétaire, administrateur ou non.

Le président et le ou les vice-présidents sont rééligibles.

2 - Le conseil fixe la rémunération et la durée des fonctions du président, sans que cette durée puisse excéder celle de son mandat d'administrateur, sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus relatives à la limitation d'âge.

3 - La direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. L'option retenue par le conseil d'administration est valable pour la durée déterminée par la délibération. A l'expiration de ce délai, le conseil d'administration doit délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale.

Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Nul ne peut être nommé directeur général ou directeur général délégué s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si un directeur général ou directeur général délégué en fonction vient à atteindre cet âge, il sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui suit cette date anniversaire.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à dommages intérêts, si elle est décidée sans juste motif.

Le directeur général et les directeurs généraux délégués sont rééligibles.

4 - Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le conseil d'administration. Toutefois, les décisions du conseil limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

Le directeur général représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué. Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau directeur général.

Le conseil d'administration détermine la rémunération du directeur général et des directeurs généraux délégués.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués peuvent, dans les limites fixées par la législation en vigueur, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables, pour un ou plusieurs objets déterminés, à tous mandataires, même étrangers à la société, pris individuellement ou réunis en comité ou commission. Ces pouvoirs peuvent être permanents ou temporaires, et comporter ou non la faculté de substituer. Les délégations ainsi consenties conservent tous leurs effets malgré l'expiration des fonctions de celui qui les a conférées.

Article 16-2 – Conventions réglementées

1 - Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le président du conseil d'administration donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale.

2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués, et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus, ainsi qu'à toute personne interposée.

3 - Les dispositions du 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet des dites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

Article 17 – Assemblées d'actionnaires

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Le conseil d'administration peut décider que les actionnaires peuvent participer et voter à toute assemblée générale par visioconférence ou autre moyen de télécommunication dans les conditions fixées par la réglementation. Il peut également décider la tenue de toute

assemblée générale exclusivement par visioconférence ou autre moyen de télécommunication, dans les conditions fixées par la réglementation.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Les titulaires d'actions inscrites en compte dans les conditions prévues par la loi, depuis cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, peuvent assister à cette assemblée ou s'y faire représenter sans formalité préalable, en justifiant de leur identité.

Ce délai peut être abrégé par décision du Conseil d'Administration.

Tout actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités légales et réglementaires.

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration, en son absence par le Vice-Président, le cas échéant, ou par un Administrateur délégué par le Conseil d'Administration ; à leur défaut, par une personne désignée par l'Assemblée Générale. En cas de convocation n'émanant pas du Conseil d'Administration, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par la loi, exercent les pouvoirs qui leur sont respectivement attribués par la législation en vigueur.

Les procès-verbaux d'assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

Article 18 – Contrôle de la Société

Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions fixées par la loi.

Article 19 – Année sociale, Comptes sociaux, Bénéfices

1 - Chaque exercice social commence le 1er janvier et expire le 31 décembre.

2 - A la clôture de chaque exercice, les comptes annuels et leurs annexes sont arrêtés et établis dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

3 - Les produits de l'exercice constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, des réserves et provisions de toute nature prescrites par la

législation concernant les assurances, des amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice de l'exercice.

4 - Sur le bénéfice distribuable déterminé conformément à la loi et constaté par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle après approbation des comptes, il est prélevé les sommes que l'Assemblée Générale Ordinaire décide, soit de reporter à nouveau, soit d'affecter à tous fonds de réserve générale ou spéciale.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre les actions.

L'Assemblée, peut, en outre, prélever toutes sommes sur les fonds de réserve à sa disposition en vue d'une répartition aux actionnaires, sauf à indiquer expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont ainsi effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

5 - L'Assemblée Générale Ordinaire a la faculté d'accorder à tous les actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes soit en numéraire soit en actions dans les conditions légales.

Article 20 – Liquidation de la Société

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

L'Assemblée règle le mode de liquidation, nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions sera effectué entre les actionnaires, dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Article 21 - Contestation

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la société et les actionnaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

